

## Mauvaise foi ou incompétence?

Le 22 décembre dernier, les résultats de l'enquête de la firme de vérificateurs KPMG portant sur les dépassements de coûts de la construction du centre communautaire d'Outremont ont été rendu publics. L'ancien centre communautaire ayant été vendu en 1999 pour 1,3M\$, un projet de 6.6M\$ avait été mis sur la table en 2004 pour construire une rallonge à l'aréna existant et y loger les activités communautaires de l'arrondissement. Le projet de 6.6M\$, un montant déjà très impressionnant, s'est graduellement transformé en de lourdes factures de 11.4M\$.

Étonnamment, la mairesse de l'arrondissement Outremont, Marie Cinq-Mars, semble n'avoir jamais pris conscience du gonflement exorbitant et scandaleux du coût de la construction du centre communautaire dans un des plus petits arrondissements de Montréal, avec ses quelque 23,000 habitants. Conseillère municipale depuis 1999, et aujourd'hui mairesse depuis la démission en octobre 2007 de son collègue Stéphane Harbour, Madame Cinq-Mars a constamment donné son appui au projet en votant favorablement à toutes les résolutions du Conseil portant sur le centre communautaire. Aujourd'hui, pour sa défense, elle répète qu'un écran s'était installé entre certains membres du Conseil d'arrondissement et les fonctionnaires en charge du projet.

Si les élus n'ont rien vu, comment expliquer les nombreuses interventions des citoyens au Conseil d'arrondissement, dans les lettres ouvertes des journaux locaux, les lettres au maire de Montréal, au ministère des affaires municipales, etc., dès les débuts du projet en 2004? Les faits étaient à ce point évidents que dès le premier emprunt en 2004 des voix se sont élevées pour réclamer un registre. Sans succès. Pour sa part, le ministère des affaires municipales a qualifié de non conforme le processus d'appel d'offre en mars 2005.

L'équipe du maire Gérald Tremblay régnait sans opposition à Outremont. Les élus locaux pouvaient donc compter sur un appui aveugle de la Ville de Montréal. Pour plusieurs citoyens, plus le projet avançait, plus il était clair qu'il était mal ficelé et qu'on se dirigeait vers un gouffre financier sans fond. J'ai alerté M. Frank Zampino, comptable agréé et président du comité exécutif de la Ville, en novembre 2004. Il n'a pas réagit. La Ville de Montréal avait autorisé le projet à ses débuts et a tout simplement laissé voguer le bateau à la dérive, malgré les nombreuses interventions publiques des citoyens d'Outremont. Durant tous les travaux, l'administration à Outremont a nié les coûts réels de ce projet. L'administration a même caché à la population une dernière facture émise en avril 2007 de 2.8M\$ des ingénieurs conseils Dessau-Soprin. N'eut été de la diffusion de cette information par Radio-Canada en octobre 2007, il aurait été impossible de connaître les coûts finaux des travaux puisque cette facture surprise n'apparaissait pas au budget de l'Arrondissement.

Avant même d'analyser sérieusement le contenu du rapport KPMG, la mairesse Cinq-Mars semble pressée de tourner la page, alors que les payeurs de taxes d'Outremont n'ont pas fini de rembourser ces factures aux dépends des travaux d'infrastructures qui devront attendre encore.

Plusieurs questions demeurent. Comment expliquer que Pierre Chapuis, ancien directeur d'arrondissement, nommé directeur exécutif du projet du centre communautaire, n'a jamais sonné l'alarme devant ce dérapage financier? A-t-il approuvé toutes les dépenses? Comment expliquer que M. Pierre Beaudet, trésorier à l'époque, n'a pas agité ses livres comptables devant le Conseil d'arrondissement pour réveiller les élus devant le gonflement des coûts? N'est-il pas le protecteur de l'argent des citoyens? Pourquoi ces deux fonctionnaires sont-ils toujours à l'emploi de l'Arrondissement?

Il est clair que les fonctionnaires et les élus (de l'arrondissement Outremont et de Montréal) reliés au projet sont solidaires dans ce scandale puisqu'ils y ont tous trempé à différents niveaux. D'ailleurs, qu'attend donc la mairesse pour réclamer à Montréal les 2.9M\$ payés en trop par les Outremontais dans ce projet? La Ville-Centre avait refusé l'ouverture d'un registre en alléguant que l'arrondissement payait moins de 25% du coût du projet et que Montréal assumait le reste. M. Pierre Beaudet, ancien trésorier et récemment promu directeur d'arrondissement par la mairesse Cinq-Mars, confirme que l'arrondissement a défrayé près de 40% des coûts. Puisqu'aucun registre n'a été ouvert afin de permettre aux citoyens d'Outremont de s'opposer au projet, Montréal doit prendre la responsabilité de payer tous les montants supérieurs à 25% des coûts annoncés au premier emprunt en 2004 et rembourser l'arrondissement de 2.9M\$.

Les citoyens d'Outremont ont été floués. Marie Cinq-Mars, élue depuis 1999, n'a rien vu. Que ce soit par mauvaise foi ou par incompetence, la mairesse et le Conseil d'arrondissement à Outremont ne sont plus crédibles.